

PLAN STRATÉGIQUE 2026-2031

Synthèse pour la consultation des parties prenantes

« Construire ensemble le marché des capitaux du Burundi »

Atelier d'échanges • Bujumbura • Jeudi 15 octobre 2026



Objet du document. Présenter de façon concise l'ambition, les priorités, la trajectoire et les besoins d'accompagnement du Projet de Plan Stratégique 2026-2031, afin de préparer les échanges et de recueillir les contributions des parties prenantes.

SYNTHÈSE

L'essentiel en une page

En moins de deux ans, le Burundi s'est doté d'une bourse opérationnelle. Le Plan 2026–2031 doit faire passer la BSE de la phase de lancement à une phase de consolidation, de diversification et de changement d'échelle.

25

lignes d'Obligations du Trésor cotées au 30 juillet 2026

126,8

milliards de BIF de valeur nominale cotée

29

milliards de BIF échangés depuis le lancement

500+

Obligations du Trésor éligibles à une prochaine cotation

Ambition 2031 Devenir la bourse de valeurs émergente de référence en Afrique de l'Est et l'infrastructure financière structurante de la Vision Burundi 2040–2060.

Six messages clés

- 1. Les Titres du Trésor sont le socle du marché.** Leur cotation et leur négociation portent d'abord la liquidité, la crédibilité et les revenus de la BSE : les transactions annuelles passeraient d'environ 125 Mds BIF en 2026 à près de 1 195 Mds BIF en 2031.
- 2. La diversification suit.** Obligations d'entreprises, actions et introductions en bourse, compartiments MIA et MEC pour les PME, obligations municipales et d'infrastructure, Green, Blue et Social Bonds, Sukuk et REITs.
- 3. L'investissement se démocratise.** Objectif de 42 000 comptes d'investisseurs particuliers en 2031, grâce à la plateforme BSE Mobile Access et à un programme national d'éducation financière.
- 4. L'infrastructure se modernise et s'ouvre à la région.** Plateforme électronique, automatisation complète en 2030, modernisation du dépositaire central avec la BRB, interconnexion avec l'Afrique de l'Est.
- 5. La BSE devient rentable dès 2027.** Chiffre d'affaires d'environ 800 M BIF en 2026, année de lancement déficitaire, puis 5,15 Mds BIF en 2031.
- 6. Un programme de transformation de 9,57 Mds BIF sur 2026–2031,** financé par les actionnaires, l'État et la BRB, et les partenaires techniques et financiers, pour lesquels huit projets finançables sont proposés.

CONTEXTE ET BILAN

1. La BSE et l'ambition à l'horizon 2031

La BSE est une nouvelle infrastructure financière : elle permet de mobiliser l'épargne et de financer à moyen et long terme l'État, les collectivités, les entreprises et les investissements productifs.

Des acquis déjà tangibles

- **26 mars 2024**
Enregistrement de la BSE à l'initiative de la BRB et des principales banques commerciales
- **Février 2025**
Agrément d'exploitation délivré par l'Autorité de Régulation du Marché des Capitaux (ARMC)
- **Mars – mai 2025**
Admission des trois premiers courtiers membres
- **12 décembre 2025**
Lancement officiel des activités sous le Haut Patronage du Président de la République
- **Avril 2026**
Convention tripartite Ministère des Finances – BRB – BSE et première cotation officielle d'une Obligation du Trésor (4,4 Mds BIF, 2 ans, coupon de 5 %)
- **30 juillet 2026**
25 lignes d'Obligations du Trésor cotées, d'une valeur nominale d'environ 126,8 Mds BIF ; près de 29 Mds BIF échangés

La bourse en bref

Une bourse met en relation ceux qui ont besoin de capitaux (l'État, les entreprises, les communes) et ceux qui épargnent (banques, assurances, microfinances, particuliers, diaspora).

Marché primaire : la première vente d'un titre. L'argent va à l'émetteur, qui le rembourse à l'échéance avec des intérêts.

Marché secondaire : la revente du titre entre investisseurs, avant l'échéance, par l'intermédiaire d'un courtier et à un prix public.

Un marché secondaire actif rend les titres **liquides**, donc plus attractifs : c'est le cœur de l'Axe 1 du Plan.

Une double vocation

- **Piloter la transformation** de la BSE par des objectifs, des actions prioritaires et des indicateurs mesurables.
- **Mobiliser des ressources et des partenariats** pour moderniser l'infrastructure, préparer les émetteurs, lancer de nouveaux produits, renforcer l'inclusion financière et accélérer l'intégration régionale.

Une nouvelle phase Consolider, diversifier et changer d'échelle, au service de la Vision Burundi 2040–2060 : épargne nationale brute portée de 5,5 % à 24 % du PIB, investissement de 17,7 % à 30 % du PIB, capitalisation boursière de 0 % à 5 % du PIB en 2040, puis 10 % en 2060.

VISION ET DIAGNOSTIC

2. Vision, mission et diagnostic stratégique

VISION

Devenir la bourse de valeurs émergente de référence en Afrique de l'Est à l'horizon 2031, et l'infrastructure financière structurante de la Vision Burundi 2040–2060.

MISSION

Exploiter une bourse de valeurs mobilières efficace et performante au Burundi, au service du financement direct de l'économie nationale et de la démocratisation de l'investissement.

OBJECTIF CENTRAL

Mobiliser des ressources longues pour les entreprises privées et publiques, les collectivités et le Gouvernement du Burundi, avec les Titres du Trésor comme socle de confiance et de liquidité du marché.

VALEURS

Intégrité

Professionnalisme

Efficacité

Flexibilité

Diagnostic stratégique

POINTS D'APPUI

- Soutien institutionnel de la BRB et de l'État
- Actionnariat associant la BRB et huit banques commerciales
- Cadre légal et réglementaire opérationnel
- Convention tripartite sur les Titres publics ; premières cotations et transactions

CONTRAINTES

- Marché secondaire peu liquide ; activité concentrée sur les Titres du Trésor
- Base d'investisseurs étroite et faible culture boursière
- Automatisation incomplète ; contraintes CSD, règlement-livraison, tarification
- Entreprises peu préparées à une émission obligataire ou à une introduction en bourse

OPPORTUNITÉS

- Stock de plus de 500 Obligations du Trésor éligibles
- Vision 2040–2060 et privatisations par la bourse
- Digitalisation, diaspora, jeunesse et investisseurs institutionnels
- Intégration régionale : EASEA, EAC-CAMPSI

MENACES

- Instabilité macroéconomique, inflation, volatilité des taux
- Transactions restant hors bourse (OTC)
- Cybersécurité et lenteur possible des réformes
- Concurrence de l'épargne bancaire et des places régionales plus profondes

Enjeu de fond

Faire du marché des capitaux le troisième pilier du financement de l'économie burundaise, aux côtés du crédit bancaire et des financements publics et concessionnels.

ARCHITECTURE

3. Architecture du Plan : sept axes stratégiques

Un marché de capitaux diversifié, liquide, inclusif, moderne et intégré à la région

Axe 2
Produits et
entreprises

Axe 3
Épargne et
investisseurs

Axe 4
Membres et
intermédiaires

Axe 5
Infrastructure et
région

Axe 6
Capitaux et
partenariats

Axe 1 • Titres du Trésor : socle de liquidité, de crédibilité et de formation des prix

Axe 7 • Excellence institutionnelle, gouvernance et conformité

Axe	Priorité	Résultat recherché	Cible phare 2031
1	Titres du Trésor	Consolider, dynamiser et professionnaliser le marché de la dette publique	≈ 1 195 Mds BIF de transactions par an ; 100 % des titres éligibles cotés
2	Produits et financement des entreprises	Développer obligations, actions et IPO, compartiments MIP–MIA–MEC et nouveaux instruments	8 familles de produits ; 20 nouvelles cotations hors Titres du Trésor
3	Épargne et investissement	Élargir l'accès au marché par le digital, l'éducation financière et le retail	42 000 comptes retail ; 24 investisseurs institutionnels actifs
4	Membres et intermédiaires	Renforcer le nombre, les compétences et la viabilité des intermédiaires	14 membres admis ; association professionnelle fonctionnelle
5	Infrastructure et intégration régionale	Automatiser la chaîne de marché, moderniser le CSD, préparer l'interconnexion	100 % des transactions électroniques ; interconnexion régionale
6	Capitaux et partenariats	Mobiliser les ressources financières, techniques et institutionnelles du Plan	6,2 Mds BIF mobilisés en cumul
7	Excellence institutionnelle	Renforcer gouvernance, conformité, risques, capital humain et performance	100 % de conformité ; rapport annuel publié dans les délais

La logique d'ensemble. Le marché des Titres du Trésor sert de socle. Sur cette base, la BSE diversifie les instruments, élargit la base des investisseurs, professionnalise les intermédiaires et modernise son infrastructure. Les partenariats et l'excellence institutionnelle soutiennent l'ensemble.

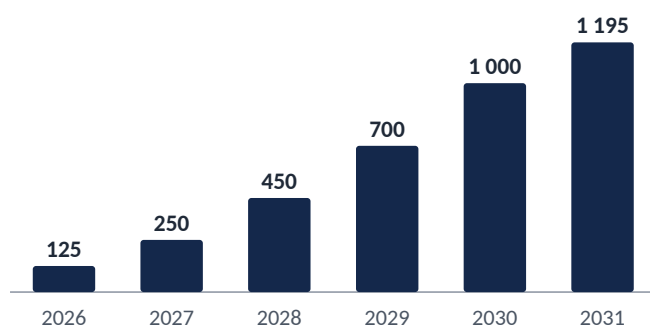
AXE 1

4. Axe 1 • Consolider le marché des Titres du Trésor

Les Titres du Trésor sont le principal gisement immédiat d'activité. L'objectif dépasse la cotation : construire un véritable marché national de la dette publique, mieux articulé entre émission, négociation, règlement-livraison, conservation des titres et information de marché.

Transactions annuelles visées

En milliards de BIF, scénario central



93 % → 47 %

part des Titres du Trésor
dans le chiffre d'affaires
de la BSE (2026 → 2031)

13,0 Mds BIF

de revenus cumulés liés
aux Titres du Trésor sur
2027–2031

Six actions prioritaires

1. Accélérer la cotation du stock existant et coter systématiquement les nouvelles émissions éligibles.
2. Instaurer une concertation permanente Ministère des Finances – BRB – BSE – ARMC – professionnels du marché.
3. Publier statistiques, prix, rendements, volumes et écarts primaire/secondaire, puis une courbe des taux de référence en BIF.
4. Animer le marché secondaire en clarifiant le rôle des SVT et en articulant mieux OTC et Bourse.
5. Lever les contraintes du CSD, du règlement-livraison, de la tarification et de la circulation des titres.
6. Élargir la base d'investisseurs avec la campagne nationale « Investir dans les Titres du Trésor ».

Repère La **courbe des taux** indique le rendement des Titres du Trésor selon leur durée. Elle sert de référence pour fixer le prix de tous les autres emprunts, publics comme privés.

AXE 2

4. Axe 2 • Diversifier les produits et financer les entreprises

La BSE doit connecter l'épargne nationale, régionale et internationale aux besoins des entreprises, des collectivités, des infrastructures et des projets à impact. Les nouveaux produits passeraient de 7 % à 42 % du chiffre d'affaires de services de la BSE.

Produit	Pour financer	Horizon	Ambition
Obligations d'entreprises	Alternative au crédit bancaire	2026–2027	5 émissions sur 3 ans
Actions et introductions en bourse	Renforcement des fonds propres	2026–2031	3 introductions sur 6 ans
Cotation partielle d'entreprises publiques	Capitaux et actionnariat national	Dès 2028	2 opérations pilotes d'ici 2031
Obligations municipales	Infrastructures et services urbains	Dès 2027	3 émissions d'ici 2031
Infrastructure Bonds	Énergie, transport, eau, numérique	Dès 2027	Premières émissions structurantes
Green, Blue et Social Bonds	Projets environnementaux et sociaux	Dès 2027	Pilotes, puis montée en puissance
Sukuk	Finance islamique	Dès 2027	2 émissions pilotes d'ici 2031
REITs	Immobilier productif	Dès 2028	1 REIT pilote

Trois compartiments pour accueillir chaque entreprise à sa taille

MEC

Marché des Entreprises en Croissance
PME à fort potentiel, accompagnées par un Conseiller Agréé

MIA

Marché d'Investissement Alternatif
PME et entreprises de taille intermédiaire déjà structurées

MIP

Marché d'Investissement Principal
Grandes entreprises remplissant toutes les exigences

Programme Issuer Readiness : de l'identification à la cote

1

Identification

2

Diagnostic
de cotabilité

3

Orientation
MIP, MIA ou
MEC

4

Plan de mise
à niveau

5

Structuration

6

Admission et
cotation

7

Suivi post-
cotation

8

Migration

Cible : 36 entreprises dans le pipeline et 20 nouvelles cotations hors Titres du Trésor en 2031. Un Sustainable Finance Framework encadrera les instruments de finance durable.

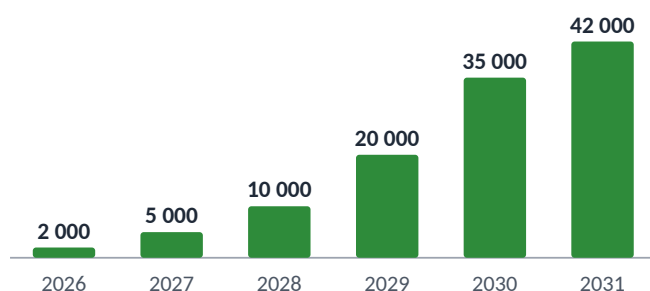
AXES 3 À 5

5. Axes 3, 4 et 5 • Investisseurs, intermédiaires, infrastructure

Axe 3 • Démocratiser l'épargne et l'investissement

- Déployer **BSE Mobile Access**, inspirée de Hisa Kiganjani (Dar es Salaam) : compte ouvert à distance, accès aux émissions, ordres depuis le mobile.
- Procédures digitales de connaissance du client (e-KYC), dans le respect de la réglementation.
- Acquisition et fidélisation des investisseurs retail ; actions ciblées vers les institutionnels, la diaspora et la jeunesse.
- Programme national d'éducation financière avec les institutions publiques, les universités, les professionnels, les médias et les partenaires.

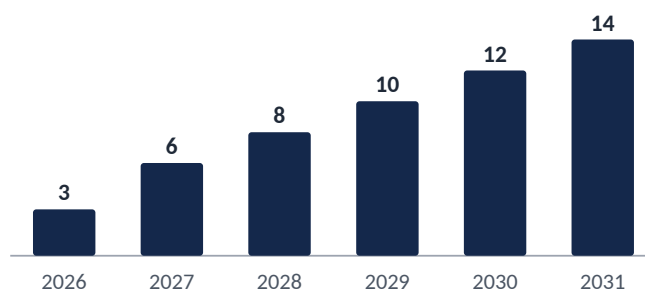
Comptes d'investisseurs particuliers (cumul)



Axe 4 • Renforcer les membres et intermédiaires

- Élargir le réseau des banques d'investissement, courtiers et autres intermédiaires agréés.
- Quatre formations techniques par an dès 2027 ; certifications CISI envisagées en français avec l'ARMC.
- Créer les conditions d'un modèle économique viable : commissions de courtage révisées de 0,5 % à 1 %.
- Accompagner l'association professionnelle des intermédiaires (AIMC) et le dialogue de marché.

Membres admis à la BSE (cumul)



Axe 5 • Moderniser l'infrastructure et s'intégrer à la région

Chantier	2026	2027	2028	2029	2030–2031
Plateforme électronique	Cadrage	Acquisition	Déploiement	Optimisation	Maturité
Automatisation des processus	20 %	50 %	75 %	90 %	100 %
Membres connectés au CSD	0 %	60 %	80 %	90 %	100 %

S'y ajoutent la sécurité et la continuité (cybersécurité, sauvegardes, plan de continuité d'activité, reprise après sinistre) et l'intégration régionale (EASEA, EAC-CAMPSI) : interopérabilité, investissements transfrontaliers et cotations croisées.

AXES 6 ET 7

6. Axes 6 et 7 • Partenariats et excellence institutionnelle

Axe 6 • Mobiliser les capitaux et bâtir des partenariats

La BSE institutionnalise la mobilisation de ressources : identifier les opportunités, structurer des projets finançables, préparer les dossiers, suivre les engagements et mesurer les résultats.

Indicateur	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Ressources mobilisées, cumul (Mds BIF)	1,5	2,7	3,9	4,6	5,2	6,2
Dossiers structurés et soumis (minimum)	3	5	5	5	5	5
Partenariats stratégiques actifs, cumul	2	4	6	8	10	12

Projets finançables proposés aux partenaires

Chaque projet a ses indicateurs de résultat, son calendrier et sa contrepartie nationale. Le choix reste ouvert : chaque partenaire retiendra, le moment venu, les projets qu'il souhaite accompagner.

Projet finançable	Axe	Contrepartie nationale pressentie	Partenaire au développement
Campagne « Investir dans les Titres du Trésor » et éducation financière	1	Ministère des Finances, ARMC, BRB, courtiers, conseillers	À définir
Correction des freins du marché secondaire (CSD, tarification, statut des SVT)	1	BRB, ARMC	À définir
Préparation des émetteurs : obligations d'entreprises, Sukuk, REITs, obligations municipales	2	Banques d'investissement, conseillers, Lead sponsors	À définir
Finance à impact : Green, Blue et Social Bonds	2	Banques d'investissement, conseillers, Lead sponsors	À définir
Plateforme digitale retail « BSE Mobile Access » et inclusion financière	3	Fintechs	À définir
Plateforme électronique de négociation et modernisation du CSD	5	BRB, fintechs	À définir
Renforcement des capacités : certifications CISI, échanges régionaux	4 et 7	ARMC, BRB	À définir
Table Ronde des Partenaires et Investisseurs	6	ARMC, BRB	À définir

Principaux partenaires au développement potentiels identifiés : SFI, Banque mondiale, BAD, UNECA, AFD, LuxDev, UNCDF, PNUD, FMI, Coopération suisse, etc.

Axe 7 • Excellence institutionnelle, gouvernance et conformité

- Renforcer le Conseil d'Administration, ses comités et le suivi de la performance.
- Maintenir un dispositif robuste de conformité et de protection des investisseurs.
- Mettre en place un cadre intégré de gestion des risques et de contrôle interne.
- Développer le capital humain, les compétences spécialisées et les plans de succession.
- Renforcer la transparence : états financiers, rapport annuel, indicateurs, audits.
- Piloter la viabilité financière : diversification des revenus, maîtrise des coûts, ratio coûts/revenus et ROE.

FEUILLE DE ROUTE

7. Feuille de route et trajectoire financière

Horizon 1 • 2026–2027

Construire les fondations

Coter le stock de Titres du Trésor ; lever les contraintes CSD, règlement-livraison, tarification et SVT ; lancer les chantiers retail et technologiques ; préparer les premiers nouveaux produits ; mobiliser le capital de croissance.

Horizon 2 • 2028

Accélérer et diversifier

Faire monter le marché secondaire et la courbe des taux ; 10 000 comptes retail ; automatisation accélérée ; premières opérations significatives sur les nouvelles classes d'actifs.

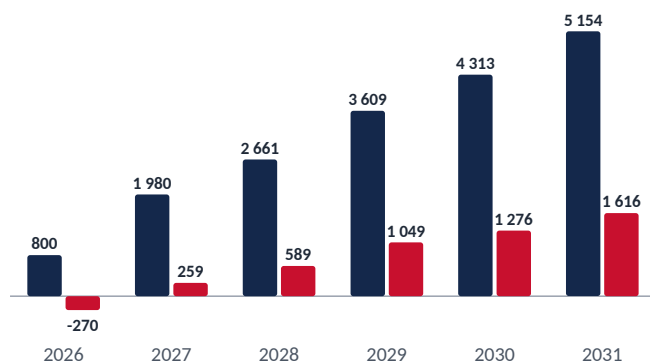
Horizon 3 • 2029–2031

Passer à l'échelle

Marché des Titres du Trésor profond et liquide ; gamme diversifiée ; 42 000 comptes retail ; infrastructure automatisée ; intégration régionale renforcée ; rentabilité durable.

Chiffre d'affaires et résultat net

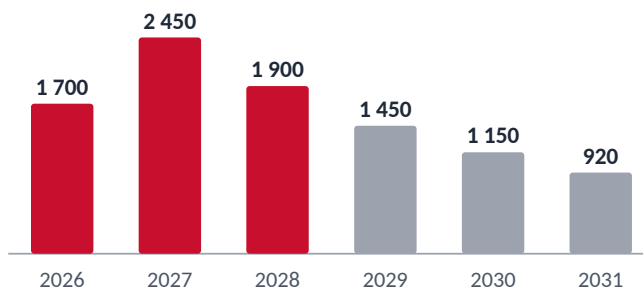
En millions de BIF • ■ chiffre d'affaires • ■ résultat net



2026 est une année de lancement : les frais de cotation ne s'appliquent que sur le second semestre. Chiffre d'affaires cumulé d'environ 17,7 Mds BIF sur 2027–2031 ; résultat net d'environ 1,62 Md BIF en 2031, après impôt de 30 % ; ratio coûts/revenus visé $\leq 55\%$ en 2031.

Programme d'investissement : 9,57 Mds BIF

Investissement annuel, en millions de BIF



Source de financement	M BIF	Part
Partenaires techniques et financiers	5 570	58 %
Actionnaires de la BSE	2 000	21 %
État et BRB	2 000	21 %

63 % du programme (6,05 Mds BIF) est engagé sur 2026–2028.

Principe financier

Le socle souverain finance progressivement la diversification. Les Titres du Trésor portent d'abord la croissance ; obligations d'entreprises, actions, nouveaux produits, retail et membres prennent ensuite le relais. Pilotage : tableau de bord trimestriel, rapport annuel de performance et revue à mi-parcours en 2028.

CONSULTATION

8. Consultation du 15 octobre 2026 : contributions attendues

Le Projet de Plan est soumis aux parties prenantes pour enrichir les priorités, tester le réalisme des cibles, identifier les conditions de réussite et préciser les possibilités de coopération. Les observations recueillies alimenteront la version finale.

Six questions pour préparer vos contributions

- 1** Les sept axes couvrent-ils les priorités essentielles pour construire un marché des capitaux profond, liquide, inclusif et crédible au Burundi ?
- 2** Quelles actions devraient être prioritaires en 2027–2028, notamment pour les Titres du Trésor, la préparation des émetteurs et l'élargissement de la base des investisseurs ?
- 3** Les cibles et le rythme de mise en œuvre vous paraissent-ils réalistes ? Quels ajustements recommandez-vous ?
- 4** Quels sont les principaux obstacles réglementaires, opérationnels, technologiques, financiers ou de marché à lever ?
- 5** Quels instruments ou compartiments développer en priorité : obligations d'entreprises, actions et IPO, MIA et MEC, Sukuk, REITs, obligations municipales, Infrastructure Bonds, Green, Blue et Social Bonds ?
- 6** Sur quels axes, projets ou réformes votre institution pourrait-elle contribuer : financement, assistance technique, expertise, formation, garantie, partenariat ou accès à des investisseurs ?

Résultats attendus de la consultation

- Un diagnostic partagé des priorités du marché.
- Les ajustements à intégrer dans la version finale du Plan.
- Des responsabilités et interdépendances précisées entre institutions.
- Un portefeuille de coopérations et de projets concrets pour 2026–2031.

Calendrier de finalisation

15 octobre 2026	Atelier de consultation
22 octobre 2026	Date limite des contributions écrites
Fin octobre 2026	Version finale et validation par le Conseil d'Administration
2028	Revue à mi-parcours du Plan

Document intégral Le Projet complet du Plan Stratégique BSE 2026–2031 est accessible aux invités par un lien privé. Cette synthèse prépare les échanges et ne se substitue pas au document intégral.

GLOSSAIRE

Repères : glossaire

Les principaux termes utilisés dans le Plan, expliqués simplement.

Action	Part du capital d'une entreprise, qui donne droit à une part des bénéfices (dividende) et au vote.
Admission à la cote	Inscription d'un titre sur la liste des titres négociables en bourse.
ARMC	Autorité de Régulation du Marché des Capitaux : agréée les acteurs, approuve les règles et protège les investisseurs.
Courbe des taux	Rendements des Titres du Trésor selon leur durée ; référence pour fixer le prix des autres emprunts.
Courtier	Intermédiaire agréé, membre de la bourse, qui achète et vend pour le compte de ses clients.
CSD (dépositaire central)	Organisme qui conserve les titres et enregistre leurs propriétaires ; pour les Titres du Trésor, il est géré par la BRB.
e-KYC	Vérification en ligne de l'identité d'un client lors de l'ouverture de compte.
IPO	Introduction en bourse : première offre d'actions d'une entreprise au public.
Issuer Readiness	Programme d'accompagnement des entreprises pour les préparer à émettre des titres et à être cotées.
Liquidité	Facilité à acheter ou revendre un titre rapidement, à un prix juste.
Marché primaire / secondaire	Première vente d'un titre (l'argent va à l'émetteur) / revente entre investisseurs avant l'échéance.
MIP, MIA, MEC	Les trois compartiments de la cote de la BSE, adaptés à la taille des entreprises.
Obligation	Titre de prêt : l'investisseur reçoit des intérêts, puis le remboursement à l'échéance.
OPC	Organisme de Placement Collectif : fonds qui regroupe et gère l'épargne de nombreuses personnes.
OTC (gré à gré)	Transaction conclue directement entre deux parties, hors bourse, sans prix public.
Ratio coûts/revenus	Part des revenus absorbée par les charges ; sous 100 %, l'activité est rentable.
REIT	Fonds immobilier coté qui permet d'investir dans l'immobilier productif.
ROE	Rentabilité des fonds propres : bénéfice rapporté aux capitaux des actionnaires.
Sukuk	Titre conforme aux principes de la finance islamique.
SVT	Spécialistes en Valeurs du Trésor : banques agréées par la BRB pour acheter les Titres du Trésor à l'émission et en animer la revente.
Titres du Trésor	Bons (moins d'un an) et Obligations (plus d'un an) émis par l'État pour financer son budget.



Construire ensemble un marché des capitaux au service du financement de la transformation économique du Burundi.

Épargner · Investir · Bâtir demain